

## Haïti, balayée par un vent mauvais

- **COURRIER INTERNATIONAL - PARIS**

Publié le 06/03/2020 Dessin de Pavel Constantin, Roumanie

- Dans cette tribune écrite pour *Courrier international*, le rédacteur en chef du quotidien haïtien *Le Nouvelliste*, Frantz Duval, déplore une île dévastée par les crises politiques, l'instabilité et la corruption, des maux dont la principale victime est, comme toujours, la population.



### RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Le mois de février, depuis 1986 et le départ du [dictateur Jean-Claude Duvalier](#), est devenu le mois de prestation de serment des nouveaux présidents élus. Il rappelle un effondrement et marque une espérance pour le pays. Cette année, [le président Jovenel Moïse](#) n'a pas pu célébrer ses trois ans au pouvoir.

Le pays s'est retrouvé avec un président qui ne peut pas honorer sa principale promesse. Celle de fournir de l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre à tous les Haïtiens. La sécurité, premier des biens publics, est en panne. La corruption n'est pas combattue. La faim s'étend. La mauvaise gouvernance aussi. Le mieux-être et le bonheur ne sont ni poursuivis ni à l'horizon. La misère s'installe.

Pour compliquer encore plus la situation, il n'y a pas de gouvernement légitime, pas de budget régulièrement adopté, pas de Parlement, pas d'élections à l'horizon, pas d'accord politique solide en construction, pas de grands projets financés par l'aide internationale. Haïti survit. Personne ne sait comment. Cela tient de la proverbiale résilience ou du miracle. Dans les deux cas, cela n'est pas viable.

En 2020, Haïti a connu un mois de février chargé de symboles, de signes du naufrage que vit le pays depuis plus de deux ans, avec une succession de crises qui ne trouvent pas de réponse auprès des autorités ni de la part de la société civile.

### De la démocratie

Février a été le premier mois sans Parlement. Les députés sont partis et personne n'a pris leur place car les élections prévues pour le dernier trimestre de 2019 n'ont pas pu se tenir. Deux tiers des sénateurs sont aussi partis sans remplaçant.

Dans le vocabulaire politique haïtien on dit que "le Parlement est caduc" quand pareille situation se produit.

Pour arriver à cette panne majeure, sans provoquer aucune réaction de la part de la population, le principal contre-pouvoir haïtien s'est acharné à se décrédibiliser pendant le mandat de cette législature.

Les parlementaires de la majorité présidentielle de Jovenel Moïse ont passé leur temps sans voter grand-chose, sinon des lois sans cohérence, ni aucune ratification de gouvernement depuis une année. La législature sortante, avant de disparaître, a eu cependant le temps de capter les plus beaux postes de l'État pour caser les protégés des sénateurs et députés et surtout de se faire un nom dans tous les scandales qui ont secoué Haïti ces quatre dernières années.

Dans leur grande paresse, députés et sénateurs ont laissé le champ libre au président Jovenel Moïse pour qu'il décide de tout à coup d'arrêtés et de décrets, deux façons de légiférer qui lui donnent les pleins pouvoirs.

La démocratie haïtienne se trouve dans un trou noir et personne ne peut prévoir vers quels objectifs ni dans quelles directions le président Moïse va l'orienter.

## De la corruption

Comme si cela ne suffisait pas, le président ne parle que de nouvelle Constitution qu'il faudrait adopter dans l'urgence. La Constitution actuelle, fruit de la transition démocratique entamée après la fin de la dictature des Duvalier en février 1986, lui semble un corset trop étroit. Le président demande plus de pouvoirs pour pouvoir enfin gouverner. Il vient d'avoir la majorité absolue dans les deux chambres pendant trois ans sans arriver à faire passer ses lois, il souhaite maintenant une Constitution taillée sur mesure où les contre-pouvoirs seraient les plus faibles possible. Le manque de transparence, l'impunité et les soupçons de corruption alimentent depuis juillet 2018 une bonne partie de la grogne de la population contre Jovenel Moïse. Les premières émeutes que le pays a connues sous son règne ont été provoquées par une tentative d'augmenter les prix de l'essence.

Suivront d'autres mouvements, les fameux *peyi lòk*, quand chaque quartier se barricade pour forcer à une grève générale, alimentés par le fait que le nom du président s'est retrouvé dans un rapport de la Cour des comptes sur le scandale Petrocaribe, au sujet de la gestion calamiteuse d'un prêt accordé à Haïti par le Venezuela, d'Hugo Chávez à Nicolás Maduro. Des milliards de dollars ont été mal dépensés ou détournés de 2008 à 2016 dans le cadre des projets financés par le fonds Petrocaribe.

Les juges de la Cour des comptes ont publié en mai 2019 un long audit très attendu sur la gestion du fonds d'aide vénézuélien Petrocaribe. Les plus de 600 pages relatent des suspicions de fraudes et de détournements, y compris de l'entreprise que dirigeait l'actuel chef de l'État avant sa prise de fonction. "*Il y a eu collusion, favoritisme*", le verdict des juges de la Cour des comptes est catégorique.

Alors que le président Jovenel Moïse a été le premier à dénoncer que "*les cinq principaux problèmes d'Haïti [étaient] la corruption, la corruption, la corruption, la corruption, la corruption*", il ne mettra jamais la machine judiciaire en branle contre les corrompus.

Les casseroles et les dossiers qui s'accumulent ne permettent pas à l'opposition et à la société civile de formuler des propositions alternatives viables. Les jeunes ont bien lancé le mouvement des PetroChallengers pour réclamer transparence et reddition des comptes, mais le mouvement s'est noyé dans les demandes de l'opposition radicale, qui réclame le départ sans conditions du président Moïse.

La colère et l'insatisfaction, la faim et la paupérisation rampante de la population sont vécues comme des fatalités. À chaque grand épisode de crise, Jovenel Moïse fait le dos rond, laisse passer l'orage, revient avec des promesses et des solutions qui ne tiennent pas la route. En deux ans de campagne électorale et trois ans de présidence, le chef de l'État haïtien a accumulé plus de promesses que ses prédécesseurs des trente dernières années. Il installe tranquillement ce que *Le Nouvelliste* appelle "*une présidence royale*", où il concentre tous les pouvoirs.

## De l'économie

Jovenel Moïse arrive à maintenir son pouvoir dans un pays où le budget de l'État ne couvre que le salaire des fonctionnaires et les dépenses courantes. Plus de 30 % du PIB provient des transferts des Haïtiens installés à l'étranger qui soutiennent leur famille restée au pays. Le premier poste d'exportation du pays, pour plus de 1 milliard de dollars, concerne la sous-traitance textile réalisée dans des usines à sueur aux très bas salaires.

Ces trois dernières années, la croissance de l'économie n'a fait que se réduire pour devenir négative en 2019.

Faute de gouvernement légitime, il y a, depuis un an, un Premier ministre intérimaire, démissionnaire, en remplacement d'un précédent chef de gouvernement légal qui n'a passé que six mois au pouvoir. La communauté internationale, les grands bailleurs de fonds ont gelé toute coopération avec Haïti.

Le pays cuit dans son jus. La valeur de la gourde, la devise locale, adossée au dollar américain, qui est l'étalon de toutes les transactions sauf des salaires, n'a fait que chuter depuis que Jovenel Moïse est président. Il faut aujourd'hui 96 gourdes pour 1 dollar, contre 68 lors au début de son mandat.

Comme si tous les problèmes ne suffisaient pas, en ce mois de février, dans un pays où de larges pans du territoire sont contrôlés par des gangs armés, les policiers se sont mis à réclamer la formation d'un syndicat mais surtout de meilleures conditions de travail. Après avoir semé le trouble, provoqué l'annulation du carnaval de Port-au-Prince, ils ont affronté, le 23 février, les militaires de la nouvelle force armée d'Haïti voulue par le président Moïse. Bilan : un mort dans chaque camp et une dizaine de blessés.

Pendant que policiers et militaires s'affrontent, le pays se retient de vivre tant l'insécurité est forte, les kidnappings nombreux, la gourde sans force, la vie chère opulente, l'incertitude immense, le coronavirus craint. Rien ne va et pourtant d'autres inconnues s'ajoutent à l'équation haïtienne.

Au quotidien [Le Nouvelliste](#), on ne sait plus si on assiste à une insatisfaction, une colère, une perte de contrôle, une rébellion, une chute, une révolution ou un effondrement. Ou une mutation régressive.

**Frantz Duval**